



## Événement

# « Un raidissement idéologique »

**Laurence Nardon dirige les programmes États-Unis et Canada à l'Institut français des relations internationales.**

**Il reste un peu plus qu'un an de présidence à Barack Obama. Que compte-t-il faire ?**

Les démocrates ont perdu la Chambre des représentants en 2011 et le Sénat en 2015. Cela limite sérieusement la capacité d'action du président. Malgré cela, Barack Obama est déterminé à agir sur le climat, dans l'optique de la COP21. Il a mis son veto au projet de l'oléoduc Keystone XL, censé acheminer le pétrole canadien vers le golfe du Mexique.

Puisqu'il a le Congrès contre lui, il gouverne par décrets. Il s'en sert par exemple pour donner des objectifs clairs à l'EPA, l'agence fédérale américaine pour l'environnement, afin de mettre en place des seuils plus stricts de limitation des émissions de gaz à effet de serre dans les transports ou pour les usines produisant de l'électricité à partir du charbon.

**Les candidats démocrates ont-ils intérêt à se réclamer du bilan de Barack Obama, ou, au contraire, de s'en démarquer ?**

Hillary Clinton, qui est en tête des intentions de vote chez les démocrates, a fait savoir qu'elle défendrait la réforme de la santé portée par Barack Obama. En

revanche, elle sait qu'il lui faut se démarquer de son administration, et ceci d'autant plus qu'elle en fut un rouage essentiel, lorsqu'elle était secrétaire d'État.

**Pourquoi ?**

Souvent, dans l'histoire politique du pays, on a assisté à une bascule du pouvoir lorsqu'un président venait d'achever deux mandats consécutifs. Il y a une usure du pouvoir, une lassitude dans l'électorat. Or, il est d'autant plus difficile pour Hillary Clinton de prétendre incarner le changement alors qu'elle personnifie aux yeux des Américains une « dynastie » en politique – son mari Bill fut président de 1994 à 2000. Voilà pourquoi elle a tenté, ces dernières semaines, de se démarquer d'Obama sur la stratégie à adopter en Syrie, et a même critiqué l'accord de libre-échange signé entre les États-Unis et plusieurs pays du Pacifique. Il s'agissait surtout de plaire à la gauche du parti démocrate, séduite par la campagne du sénateur Bernie Sanders.

**Et chez les républicains ?**

Parmi les nombreux candidats à l'investiture républicaine, c'est à celui qui sera le plus outrancier contre le bilan d'Obama. On assiste à un véritable raidissement idéologique à l'occasion de la primaire, ce qui est habituel. La campagne nationale, entre le candidat démocrate et le candidat républicain, se jouera au centre.

Cela dit, il est possible qu'un président républicain, une fois élu et par souci de « pureté » idéologique, passe une loi pour enterrer la réforme de la santé, cette « Obamacare » honnie. Mais ce sera tout sauf évident. Il est toujours difficile d'annuler une réforme à portée sociale, surtout quand elle a commencé à être utilisée. Les républicains ne sont ainsi jamais revenus sur Medicare et Medicaid, deux programmes d'aide gouvernementale datant des années 1960.

**Si Hillary Clinton se présente, le vote des femmes sera-t-il un facteur déterminant ?**

Cette question s'est déjà posée en 2008 et 2012 au sujet des Noirs-Américains. Ils avaient massivement – 95 % en 2008 et 93 % en 2012 – voté pour Barack Obama. Mais cela était dû en bonne partie au fait que les Noirs sont très majoritairement démocrates – en 2004, John Kerry avait déjà réuni 88 % du vote noir.

Les femmes américaines votent-elles plus pour les femmes ? Disons qu'une candidate ralliera à la fois les sympathisantes de son propre parti et un grand nombre des électrices qui se déclarent indépendantes ou indécises. En revanche, les femmes républicaines ne voteront pas pour Hillary Clinton au prétexte qu'elle est une femme. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
LOUIS FRAYSSE**